

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Steuerhinterziehung, Zwischenstaatliche Beziehungen</b>
Akteure	<b>Nigeria</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Barras, François  
Burgos, Elie  
Clivaz, Romain  
Käppeli, Anita  
Pasquier, Emilia  
Schnyder, Sébastien  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Steuerhinterziehung, Zwischenstaatliche Beziehungen, Nigeria, 2001 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
<b>Wirtschaft</b>	3
Geld, Wahrung und Kredit	3
Banken	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>EFTA</b>	Europäische Freihandelsassoziation
<b>WTO</b>	Welthandelsorganisation
<b>OECD</b>	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>IWF</b>	Internationaler Währungsfonds
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>BJ</b>	Bundesamt für Justiz
<b>AIA</b>	Automatischer Informationsaustausch
<b>EDA</b>	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

---

<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>FMI</b>	Fonds monétaire International
<b>UE</b>	Union européenne
<b>OFJ</b>	Office fédéral de la justice
<b>EAR</b>	Echange automatique de renseignements
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Zwischenstaatliche Beziehungen

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.01.2001  
FRANÇOIS BARRAS

Le ministre de l'Économie **Pascal Couchepin** s'est rendu à Paris pour y discuter avec des membres du gouvernement Jospin. La ratification tardive des bilatérales par la France, finalement signées quelques jours plus tard, a notamment été abordée. Pascal Couchepin s'est ensuite envolé pour l'Iran, accompagné d'une quarantaine d'hommes d'affaires suisse. Il s'est entretenu avec le président Mohammad Khatami des relations économiques entre les deux pays. Plus tôt dans l'année, le conseiller fédéral avait visité le Nigéria, où l'affaire des fonds suisses de l'ex-dictateur Sani Abacha a été abordée en même temps que de nouveaux investissements helvétiques dans le pays. Il s'est aussi rendu à Singapour et à Brunei, afin de consolider le développement des entreprises suisses en Asie du Sud-Est.<sup>1</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 10.12.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Le Conseil fédéral a publié, en septembre, le **Message concernant l'accord bilatéral en matière d'immigration avec le Nigeria**. Ce type d'accord de réadmission n'avait encore jamais été négocié avec un pays africain.<sup>2</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 22.09.2004  
ELIE BURGOS

Signé en 2003, l'**accord bilatéral en matière d'immigration** a été ratifié par le parlement à l'unanimité.<sup>3</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 22.09.2004  
ELIE BURGOS

Les autorités fédérales ont décidé, au mois d'août, de restituer au Nigéria quelque 500 millions de dollars (622 millions de francs) bloqués sur des comptes en Suisse et représentant pour la plus grande partie des avoirs que l'ancien dictateur **Sani Abacha**, décédé, avait placé dans des banques helvétiques. L'Office fédéral de la justice (OFJ) a déclaré que la plus grande partie de ces **fonds** était manifestement d'origine délictuelle. En septembre, la famille de l'ex-dictateur a toutefois fait recours de cette décision auprès du Tribunal fédéral.<sup>4</sup>

#### GERICHTSVERFAHREN

DATUM: 17.02.2005  
ELIE BURGOS

Le Tribunal fédéral, après avoir été saisi en décembre 2004 par la famille de l'ancien dictateur nigérian **Sani Abacha** contre la décision de l'Office fédéral de la justice de restituer au Nigéria 500 millions de dollars bloqués sur des comptes bancaires en Suisse, a rendu son verdict dans cette affaire. Sur le demi-milliard de dollars déposés en Suisse, 458 millions (622 millions de francs suisses) seront rendus au Nigeria. Le Tribunal fédéral a toutefois partiellement accepté le recours déposé par les proches d'Abacha et a renoncé à restituer les fonds dans leur intégralité: 40 millions de dollars resteront bloqués en Suisse et seront restitués à ces derniers s'ils parviennent à apporter la preuve de l'origine non-criminelle de la somme. D'entente avec les autorités suisses, le Nigeria a prévu d'affecter l'argent restitué à des projets de développement dans le pays.<sup>5</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.04.2006  
ELIE BURGOS

Le **président nigérian, Olusegun Obasanjo**, a effectué une visite officielle en Suisse à la mi-avril. Il a été reçu à Berne par le président de la Confédération Moritz Leuenberger. Les deux dirigeants ont salué la coopération entre les deux pays dans l'affaire des fonds Abacha, et ont déclaré souhaiter négocier plusieurs accords bilatéraux.<sup>6</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 09.02.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En février, au lendemain des résultats sur la votation relative à la libre-circulation, la cheffe du DFAE, **Micheline Calmy-Rey**, a rendu visite à la commissaire européenne aux affaires étrangères, Benita Ferrero-Waldner, à Bruxelles. Bien que l'atmosphère ait été jugée excellente entre les deux parties et malgré le résultat positif des votations sur la libre circulation, la résurgence de dossiers conflictuels telles les questions de la fiscalité et du secret bancaire continuait d'obscurcir les relations bilatérales. D'autre part, les deux parties ont décidé de mettre à l'épreuve la faisabilité d'un accord cadre permettant une certaine reprise des acquis communautaires tout en préservant la

souveraineté législative suisse, l'Union estimant que les 120 accords bilatéraux lui étaient défavorables et lourds à gérer. En mars, elle s'est rendue à Paris pour rencontrer le ministre français du budget, Eric Woerth, et le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner. Les discussions ont notamment porté sur la CDI avec la France et les standards de l'OCDE dans l'échange d'informations fiscales. En avril toujours, elle s'est rendue à Abuja (Nigeria) et a rencontré son homologue et le vice-président nigérian, Ojo Maduekwe et Goodluck Ebele Jonathan. Les discussions ont porté sur l'entraide administrative en matière fiscale et sur un éventuel partenariat en matière migratoire. Elle s'est ensuite rendue au Mali et au Burkina Faso dans l'objectif de trouver une solution pour les deux otages suisses enlevés au Mali par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique. En juillet, elle s'est rendue aux Etats-Unis pour rencontrer son homologue américaine, Hillary Rodham Clinton. L'objectif de cette rencontre était d'apaiser les tensions dans le cadre des démêlés d'UBS avec la justice américaine.<sup>7</sup>

#### GERICHTSVERFAHREN

DATUM: 21.11.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En novembre, après une procédure longue de dix ans, le **fil de l'ancien dictateur nigérian Abba Abacha a été condamné** en Suisse pour participation à une organisation criminelle. 350 millions de francs ont été confisqués, la partie présente dans les banques suisses ayant été restituée à l'Etat nigérian.<sup>8</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 06.11.2010  
SÉBASTIEN SCHNYDER

La Confédération a signé un accord permettant la reprise des **renvois forcés** vers le Nigeria dans le cadre d'un memorandum d'entente sur le partenariat migratoire. Ces vols spéciaux avaient été interrompus suite à la mort d'un ressortissant nigérian à l'aéroport de Zurich en début d'année.<sup>9</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.02.2011  
ANITA KÄPPELI

Im Februar unterzeichnete der Bundesrat ein Memorandum of Understanding über den Abschluss einer **Migrationspartnerschaft** mit der Regierung Nigerias.<sup>10</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.02.2012  
EMILIA PASQUIER

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères **Martin Uhomoibhi et sa délégation nigériane** ont été reçus par le DFAE en février de l'année sous revue. En plus des relations bilatérales, multilatérales et des droits de l'homme, cette rencontre a été l'occasion d'aborder le partenariat migratoire avec le Nigéria.<sup>11</sup>

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

La ministre de la justice et police, **Simonetta Sommaruga**, a débuté l'année en se rendant à la réunion informelle du Conseil Justice et affaires intérieures de l'UE à Dublin. Puis, elle s'est rendue au Nigéria. Elle a profité de cette occasion pour saluer la coopération, notamment le partenariat migratoire signé en 2011, entre les deux pays. Toujours sur le continent africain, en Angola, elle a signé un accord sur la suppression de l'obligation de visas pour les diplomates et un accord de coopération en matière de migration avec le gouvernement angolais. Un autre accord de migration a été signé lors de son passage en République Démocratique du Congo. Les ministres de la justice d'Allemagne, d'Autriche, du Liechtenstein et de la Suisse se sont rencontrés à Nuremberg pour un échange d'idées sur la lutte contre la traite d'êtres humains, l'intégration des étrangers, ainsi que sur les conséquences migratoires du printemps arabe. C'est ensuite à Vilnius que la ministre a pris part à une réunion informelle du Conseil Justice et Affaires intérieures de l'UE. Invitée par la ministre autrichienne, Simonetta Sommaruga a par la suite rencontré ses homologues allemands, autrichiens et liechtensteinois à Alpbach, où les discussions ont porté sur la transparence et la protection des données. En septembre, la politicienne socialiste s'est envolée pour New York, où elle a participé au dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement. En octobre, un accord pour renforcer la coopération policière a été signé alors que la ministre rencontrait son homologue italien à Rome. De passage en France, Simonetta Sommaruga s'est exprimée sur la criminalité transfrontalière, les migrations, la politique d'asile et le voile islamique. La conseillère fédérale s'est finalement rendue à Bruxelles où elle a participé à la réunion du Comité mixte Schengen.

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.01.2013  
EMILIA PASQUIER

Accompagné par une délégation économique, **Johann Schneider-Ammann**, le ministre de l'économie de la formation et de la recherche, s'est rendu au Mexique afin de promouvoir la coopération économique entre le Mexique et la Suisse. Le ministre libéral-radical a ensuite visité le salon de l'agriculture à Paris. En avril, il s'est envolé vers le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan avec une délégation afin de renforcer les liens économiques de la Confédération avec ces pays. Washington accueillant l'assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale, Johann Schneider-Ammann s'est rendu dans la capitale américaine, accompagné de la ministre des finances et du président de la Banque nationale suisse Thomas Jordan. Il s'est ensuite envolé aux portes de l'Europe, à Istanbul, afin d'assister à l'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). A Bruxelles, il a signé un accord en matière de concurrence avec l'UE. C'est ensuite Paris qui a accueilli le conseiller fédéral à l'occasion de la réunion de l'OCDE. En juin, le chef du département de l'économie s'est rendu à Trondheim pour la conférence ministérielle de l'AELE. Lors de cette rencontre, le ministre a signé des accords de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et la Bosnie et Herzégovine, le Costa Rica, le Panama, ainsi que des déclarations de coopération avec le Nigéria et le Myanmar. Accompagné d'une délégation économique, Johann Schneider-Ammann s'est rendu en Chine et en Corée du Sud. Le point culminant de cette visite aura été la signature de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine. En septembre, la visite du conseiller fédéral en Afrique du Sud a combiné une approche économique et scientifique afin d'intensifier la coopération dans ces deux domaines. Le ministre s'est ensuite envolé pour Washington, accompagné d'Eveline Widmer-Schlumpf, pour participer à l'assemblée annuelle du FMI et de la banque mondiale. En octobre, Johann Schneider-Ammann s'est rendu à Bruxelles pour une visite de travail. Et c'est l'Asie, plus particulièrement le Vietnam et l'Indonésie, qui ont reçu le ministre pour discuter d'accords de libre-échange. Dans le courant du mois de novembre, Johann Schneider-Ammann a effectué une visite aux Pays-Bas où il a notamment visité le centre des ingénieurs de l'Agence spatiale européenne avant de rencontrer son homologue néerlandais. La neuvième conférence ministérielle de l'OMC s'est tenue à Bali, où le ministre bernois a représenté la Suisse.<sup>12</sup>

#### MOTION

DATUM: 11.06.2013  
EMILIA PASQUIER

Contrairement à son homologue en 2012, la chambre haute a refusé une motion Keller-Sutter (plr, SG) visant à conclure un **accord d'entraide judiciaire avec le Nigéria**.

#### INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.06.2013  
EMILIA PASQUIER

Des discussions au sujet du partenariat migratoire avec le Nigéria ont été engagées lors de la visite du **ministre des affaires étrangères du Nigéria Martin Uhomoibhi**.<sup>13</sup>

#### ANDERES

DATUM: 01.10.2013  
EMILIA PASQUIER

La coopération au développement et la politique de paix ont été au programme de la visite du **ministre des affaires étrangères nigérien Mohamed Bazoum**.<sup>14</sup>

## Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Banken

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 29.05.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a adopté le message sur l'**introduction de l'échange automatique de renseignements (EAR) avec 19 nouveaux États**. De ce fait, la Suisse a intégré l'ensemble des 108 États ou territoires qui avaient exprimé une volonté d'introduire un EAR avec elle (16.057 et 17.040). Ces nouveaux États sont: l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunéi Darussalam, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Sint-Maarten, Trinité-et-Tobago, la Turquie, le Vanuatu et Oman. Un mécanisme de contrôle similaire aux précédents accords EAR est prévu. En parallèle, le Conseil fédéral a validé le rapport sur la conformité des premiers échanges de renseignements qui ont eu lieu en septembre 2018 et septembre 2019.<sup>15</sup>

Le Conseil des Etats a validé l'**échange automatique de renseignements (EAR) avec 18 États partenaires supplémentaires**. A l'opposé du Conseil national, il a refusé l'accord avec la Turquie. L'intervention militaire, dans le nord de la Syrie, en violation avec le droit international a fait pencher la balance. Les 18 États partenaires sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunéi Darussalam, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Sint-Maarten, Trinité-et-Tobago, le Vanuatu et Oman. La chambre des cantons en a profité pour pointer du doigt le respect de la confidentialité des données. Les sénateurs et sénatrices ont d'ailleurs précisé que la mise en application dans certains pays devait être contrôlée, notamment par l'OCDE, afin de s'assurer qu'elle n'engendre pas de violation des droits de l'homme.<sup>16</sup>

---

1) LT, 12.9.01; 24h, 8.10.01; TG, 2.6.01; Lib., 8.2.01

2) FF, 2003, p. 5879 ss.

3) FF, 2003, p. 5879 ss.; BO CN, 2004, p. 673; BO CE, 2004, p. 479 ss.

4) LT et 24h, 19.8.04; NZZ, 22.9.04; BO CN, 2004, Annexes III, p. 246 s.

5) LT, 17.2.05.

6) NF, 14.4.06.

7) NZZ, 27.2.09; Lib., 23 et 27.2.09; LT, 14 et 27.2.09; LT et BaZ, 19.3.09; LT, 25.3.09; Bund, NZZ et TA, 2.4.09; LT, 17.4, 18.4 et 20.7.09.

8) LT, 21.11.09.

9) LT, 6.11.10.

10) Medienmitteilung EJPD vom 14.2.11.

11) Communiqué du DFAE du 20.2.12.

12) Communiqué du DEFR du 8.2.13; Communiqué du DEFR du 19.2.13; Communiqué du DEFR du 9.4.13; Communiqué du DFAE du 18.4.13; Communiqué du DERF du 7.5.13; Communiqué du DERF du 17.5.13; Communiqué du DEFR du 29.5.13; Communiqué du DEFR du 20.6.13; Communiqué du DEFR du 4.7.13; Communiqué du DEFR du 2.9.13; Communiqué du DFF du 10.10.13; Communiqué du DEFR du 17.10.13; Communiqué du DEFR du 22.10.13; Communiqué du DEFR du 19.11.13; Communiqué du DEFR du 28.11.13.

13) Communiqué du DFJP du 18.6.13.

14) Communiqué du DFAE du 1.10.13.

15) Communiqué de presse CF du 29.05.2019

16) BO CE, 2019, pp.1116 s.; Communiqué de presse CER-CE du 18.10.2019